

Chronique d'un désastre climatique annoncé

Silvia Ribeiro

17/11/2015

Le changement climatique existe et est très grave. Chiffres en plus ou chiffres en moins, toutes les analyses convergent : pour éviter que la planète continue à se réchauffer avec des impacts dévastateurs, il est urgent de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES), qui sont la conséquence du système de production et de consommation utilisant des combustibles fossiles comme le pétrole, le gaz et le charbon. Les secteurs qui émettent le plus de GES sont l'extraction et la génération d'énergie, le système alimentaire agro-industriel – y compris la déforestation et le changement d'usage des sols – , la construction et les transports.

Cependant, les réductions nécessaires et le moyen de garantir que les principaux responsables (pays et entreprises) cessent de contaminer le climat de tous et de saper le futur des nos enfants, ne figure pas à l'agenda de la prochaine réunion mondiale sur le climat qui aura lieu à Paris en décembre prochain.

Au lieu de cela, la 21^{ème} Conférence des Parties (COP21) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, qui se réunira les deux premières semaines de décembre en France, prévoit de remettre un système d'actions volontaires, appelées contributions prévues et déterminées au niveau national (CPDN), sans engagement astreignant ni véritable supervision internationale, rendant légitimes de nouvelles solutions fausses et de dangereuses technologies. Au passage, ils finiront d'enterrer le processus de négociations multilatérales conçu pour faire face à cette crise globale.

Le précédent de ce prochain accord – non accord (puisque'il s'agit de légaliser que chaque pays fasse ce qu'il veut) fut le protocole de Kyoto, un accord international astreignant qui décida que les principaux pays émetteurs, responsables de l'essentiel du GES, devrait réduire leurs émissions à 5 pour cent au-dessous du niveau de 1990. Le total des émissions était alors de 38 gigatonnes équivalentes de CO₂ par an (équivalentes car il y a d'autres gaz à effet de serre). Les Etats-Unis, principal émetteur historique et le second actuellement, n'ont jamais ratifié le protocole de Kyoto et ont continué à augmenter leurs émissions. En 2010, les émissions globales, au lieu de baisser, avaient augmenté jusqu'à 50 gigatonnes par an. Cette année-là, la Chine devint le premier émetteur, avec maintenant 23 pour cent du total, suivi des Etats-Unis avec 15,5 pour cent. Une grande partie – estimée à au moins 30 pour cent – des émissions de la Chine sont consommées dans d'autres pays.

Mais en émission cumulée, les Etats-Unis sont responsables de 27 pour cent des émissions depuis 1850. Avec 5 pour cent de la population mondiale, ils utilisent 25 pour cent de l'énergie globale et ses émissions de GES per capita dépassent 1100 tonnes par personne tandis qu'en Chine elles sont de 85 tonnes par personne. Il convient de noter que le développement actuel de la Chine suit le même modèle de production industrielle et de consommation destructif, avec des inégalités internes qui se creusent.

Cette nouvelle réalité des émissions provenant des pays émergents a conforté les principaux émetteurs historiques dans leur exigence de réduction pour tous – bien que eux ne l'aient jamais fait. Ils ont bloqué une nouvelle étape du protocole de Kyoto et en ont profité pour saper le principe des responsabilités communes mais différenciées qui avait été un pilier de l'accord cadre.

A la COP21, pour la première fois chaque pays devrait remettre à la Convention son plan de contributions prévues, et comme elles sont déterminées au niveau national, le secrétariat de la Convention se contente de comptabiliser ce qu'elles représentent. Fin Octobre 2015, les

contributions de 146 pays avaient été remises. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, ces plans se traduiront par une augmentation de 3 à 3,5 degrés de la température moyenne globale en 2100, presque le double de la limite officielle du maximum de 2 degrés et beaucoup plus que les 1,5 degrés que les états insulaires, la majorité des pays du Sud et les organisations de la société civile considèrent comme le maximum acceptable pour ne pas mourir sous les eaux, ne pas subir de violents ouragans, des sécheresses et des famines.

Les mesures proposées par les grands émetteurs historiques sont hautement insuffisantes, y compris en termes formels. Une analyse des organisations écologistes, syndicales et sociales, appliquant un critère de contributions justes par pays (en prenant en compte la responsabilité historique et la capacité de procéder à des réductions en fonction du niveau économique actuel, étant donné le niveau d'industrialisation qui a provoqué les émissions) montre que les Etats-Unis, le Japon et l'Europe n'arrivent même pas à 20 pour cent de ce dont ils devraient réduire. Au contraire, les pays les plus pauvres, contribuent au-delà de ce qu'ils n'ont jamais causé et certains pays émergents (Chine, Inde) proposent beaucoup plus que leur juste part per capita. (On peut voir le calcul dans civilsocietyreview.org).

C'est une perspective révélatrice, bien qu'elle ne prenne pas en compte un autre aspect fondamental, celui de la composition des contributions de chaque pays. Parce qu'outre le fait d'être insuffisantes, la majeure partie de leurs contributions sont basées non sur la réduction des émissions, mais sur leur compensation par des marchés de carbone, par des techniques de géoingénierie comme la capture et le stockage du carbone, avec la mal-nommée bioénergie qui dévaste les écosystèmes et entre en concurrence avec la production alimentaire, comme l'agriculture climatiquement intelligente et la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+).

En plus de nous annoncer que les émissions augmenteront, les mesures proposées vont à l'encontre des communautés et des mouvements qui proposent des alternatives véritables, viables et possibles pour sortir de la crise. La COP21 va vers l'approfondissement d'un désastre historique. Mais ça ne se fera pas sans dénonciation ni résistance d'en bas.

Silvia Ribeiro (Mexique) est la Directrice pour l'Amérique Latine du groupe ETC. Ce dernier mène depuis 25 ans des recherches sur la conservation de la biodiversité en agriculture, la sécurité alimentaire et les impacts des nouvelles technologies sur les populations rurales pauvres. Il a un statut de consultant et/ou observateur auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC), de la FAO, de la CNUCED, du GIEC et de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, de la Convention sur la Biodiversité, etc...

Source : <http://www.alainet.org/es/articulo/173671>